

**Arrêté n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/086 du 7 avril 2021
mettant en demeure la société COLT TECHNOLOGY SERVICES de respecter les
prescriptions applicables pour son établissement situé 15, rue du Cap Horn sur le
territoire de la commune DES ULIS (91940)**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Éric JALON, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-PREF-DCPPAT-BCA-241 du 19 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-PREF/DCRL/BEPAFI/DDPILL/270 du 15 mai 2017 autorisant la société COLT TECHNOLOGY SERVICES, dont le siège social est situé 23-27, rue Pierre Valette à MALAKOFF Cedex (92240), à exploiter au 15, rue du Cap Horn aux LES ULIS (91940), des activités relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n°2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/211 du 12 octobre 2018 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement des installations exploitées par la société COLT TECHNOLOGY SERVICES, situées au 15, rue du Cap Horn sur le territoire de la commune DES ULIS (91940),

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 19 février 2021, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 3 février 2021, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 25 février 2021 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 3 février 2021, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- l'examen du rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre, réalisé par la société BUREAU VERITAS en date du 29 septembre 2020 fait apparaître des défauts,
- la consommation d'eau maximal autorisée fixée à 18 000 m³ / an n'est pas respectée,
- l'analyse méthodique des risques n'a pas été révisée pour les halls 4/5 et n'a pas été réalisée pour les halls 6/9,
- la saisie des données relative à l'autosurveillance des légionelles pour l'année 2020 sous l'application informatique GIDAF n'a pas été réalisée,
- les analyses légionelles n'ont pas été réalisées pour les halls 6/9,
- l'installation électrique pour les halls 1-2-3-4-5 et les bureaux, peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion,
- la vérification périodique et d'extinction automatique au gaz pour les halls 6/9 n'a pas été réalisée,
- l'inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes ne précise pas la capacité unitaire de chaque équipement et le fluide frigorigène qu'il contient.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- des articles 4.1.1, 4.4, 8.4.2, 8.4.5, 8.6.3 et 9.2.1 de l'arrêté préfectoral 15 mai 2017 susvisé,
- de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société COLT TECHNOLOGY SERVICES de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société COLT TECHNOLOGY SERVICES, dont le siège social est situé 23-27, rue Pierre Valette à MALAKOFF Cedex (92240), exploitant une installation de data centers sise 15, rue du Cap Horn sur le territoire de la commune DES ULIS (91940), est mise en demeure de respecter :

dans un délai de TROIS MOIS à compter de la notification du présent arrêté :

- l'arrêté préfectoral du 15 mai 2017 susvisé :
 - article 4.1.1, en mettant en place les actions correctives afin de respecter la consommation d'eau maximal autorisée fixée à 18 000 m³/an,
 - article 4.4 :
 - en révisant l'analyse méthodique des risques pour les halls 4/5 et en réalisant l'analyse pour les halls 6/9,
 - en faisant réaliser les analyses légionelles pour les installations des halls 6/9 pendant la période de fonctionnement,
 - article 8.4.2, en mettant en place les actions correctives afin que l'installation électrique pour les halls 1-2-3-4-5 et les bureaux ne puisse plus entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Le Q18 afférent devra être transmis à l'inspection dès qu'il sera disponible via l'organisme de contrôle,
 - article 8.4.5, en mettant en place les actions correctives afin de lever les défauts relevés dans le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre, réalisé par la société BUREAU VERITAS en date du 29 septembre 2020. Les justificatifs afférents à la levée des défauts devra être transmis à l'inspecteur,
 - article 8.6.3, en réalisant la vérification périodique du système de détection et d'extinction automatique au gaz pour les halls 6/9 dans les plus brefs délais. Les rapports de contrôle afférents devront être transmis à l'inspection dès qu'ils seront disponibles via l'organisme de contrôle,
 - article 9.2.1, en reprenant l'inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes en précisant la capacité unitaire de chaque équipement et le fluide frigorigène qu'il contient,
- l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé, en saisissant les données de l'autosurveillance des légionelles pour l'année 2020 dans l'application informatique GIDAF.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société COLT TECHNOLOGY SERVICES, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et à Monsieur le Maire des ULIS.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Benoît KAPLAN

